

HILLMAN

COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES

COM(79) 264 final

Brussel, 16th May 1979

APR 17 1980

UNIVERSITY OF PITTSBURGH
LIBRARIES

APR 15 1980

GIFT & EXCHANGE

COMMUNICATION FROM THE COMMISSION TO THE COUNCIL
CONCLUSION BY THE COMMUNITY OF THE COUNCIL OF
EUROPE'S CONVENTION ON THE CONSERVATION OF EUROPEAN
WILDLIFE AND NATURAL HABITATS

GIFT & EXCHANGE

APR 15 1980

UNIVERSITY OF PITTSBURGH
LIBRARIES

COM(79) 264 final

Communication from the Commission to the Council

Subject : Conclusion by the Community of the Council of Europe's Convention on the Conservation of European Wildlife and Natural Habitats.

On 27 March 1979, the Commission sent to the Council a recommendation for a Council Decision authorizing the Commission to participate in the negotiations to conclude the Convention cited above (COM (79) 146 final). This document sets out the reasons why the Community as such should sign and conclude this Convention alongside its Member States.

In the meantime, the Secretariat of the Council of Europe has informed the Commission that the Committee of Ministers, the executive body of that organization, has adopted the following decisions :

"The Deputies :

- i. adopted the text of the European Convention on the Conservation of European Wildlife and Natural Habitats as it appears at Appendix ... to the Conclusions; (Annex I) (1)
- ii. decided to open the Convention for signature by Member States on 17 September 1979 in Berne on the occasion of the European Ministerial Conference on the Environment;
- iii. agreed, however, to reexamine this text in a most favourable spirit at the latest during their 306th meeting (June 1979 - A level) (2) if the European Community expresses before that date the wish to become a Contracting Party to the Convention, on the understanding that this reexamination shall deal exclusively with the modifications which will thus become necessary".

The Secretariat of the Council of Europe has sent to the Commission the amendments which must be made to the draft Convention so that it may be concluded by the Community.

This move clearly indicates the Council of Europe's interest in seeing the Community conclude the Convention.

(1) In the official languages of the Council of Europe.

(2) Scheduled date : 13 June 1979.

The amendments, set out in Annex II, correspond entirely to the negotiating guidelines which the Commission requested of the Council and thus constitute a suitable basis for conclusion of the Convention by the Community.

The Commission accordingly takes the view that the Secretariat of the Council of Europe should be informed of this in good time, so that it can draw up the definitive text of the Convention for signature. On the basis of this final text the Commission will recommend in the near future that the Council adopt a decision for the conclusion of the Convention by the Community.

*
* *

It is accordingly proposed that the Council :

- record its agreement on the amendments to be made to the Convention on the Conservation of European Wildlife and Natural Habitats,
- call on the Commission to request the Council of Europe, before 13 June 1979, to add these amendments to the text of the aforementioned Convention,
- approve the principle of conclusion by the Community of the Convention thus amended,
- designate the persons empowered to sign the Convention thus amended.

CONSEIL DE L'EUROPE COUNCIL OF EUROPE

COMITÉ DES MINISTRES

Strasbourg, le 2 mai 1979

Confidentiel

X/Dél/Déc(79)303

Addendum au

Volume II

303e REUNION DES DELEGUES DES MINISTRES
(tenue à Strasbourg du 19 au 26 avril 1979)

DECISIONS ADOPTÉES

VOLUME II

ADDENDUM
(ANNEXE XII)

Texte de la Convention relative à la Conservation de la vie sauvage et du milieu
naturel de l'Europe

CONFIDENTIEL

. 1 .

CM/D61/D6c(79)303

ANNEXE XX
(point XXI)

CONVENTION
RELATIVE A LA CONSERVATION DE LA VIE SAUVAGE ET DU MILIEU NATUREL
DE L'EUROPE

Préambule

Les Etats membres du Conseil de l'Europe et les autres Etats signataires de la présente Convention :

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres ;

Considérant la volonté du Conseil de l'Europe de coopérer avec d'autres Etats dans le domaine de la conservation de la nature ;

Reconnaissant que la flore et la faune sauvages constituent un patrimoine naturel d'une valeur esthétique, scientifique, culturelle, récréative, économique et intrinsèque, qu'il importe de préserver et de transmettre aux générations futures ;

Reconnaissant le rôle essentiel de la flore et de la faune sauvages dans le maintien des équilibres biologiques ;

Constatant la raréfaction de nombreuses espèces de la flore et de la faune sauvages et la menace d'extinction qui pèse sur certaines d'entre elles ;

Conscients de ce que la conservation des habitats naturels est l'un des éléments essentiels de la protection et de la préservation de la flore et de la faune sauvages ;

Reconnaissant que la conservation de la flore et de la faune sauvages devrait être prise en considération par les gouvernements dans leurs objectifs et programmes nationaux, et qu'une coopération internationale devrait s'instaurer pour préserver en particulier les espèces migratrices ;

Conscients des nombreuses demandes d'action commune émanant des gouvernements ou des instances internationales, notamment celles exprimées par la Conférence des Nations Unies sur l'Environnement de 1972 et l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe ;

Désireux en particulier de suivre, dans le domaine de la conservation de la vie sauvage, les recommandations de la Résolution n° 2 de la deuxième Conférence ministérielle européenne sur l'environnement ;

Sont convenus de ce qui suit :

CHAPITRE IDispositions généralesArticle 1

1. La présente Convention a pour objet d'assurer la conservation de la flore et de la faune sauvages et de leurs habitats naturels, notamment des espèces et des habitats dont la conservation nécessite la coopération de plusieurs Etats, et de promouvoir une telle coopération.
2. Une attention particulière est accordée aux espèces, y compris les espèces migratrices, menacées d'extinction et vulnérables.

Article 2

Les Parties contractantes prennent les mesures nécessaires pour maintenir ou adapter la population de la flore et de la faune sauvages à un niveau qui correspond notamment aux exigences écologiques, scientifiques et culturelles, tout en tenant compte des exigences économiques et récréationnelles et des besoins des sous-espèces, variétés ou formes menacées sur le plan local.

Article 3

1. Chaque Partie contractante prend les mesures nécessaires pour que soient mises en oeuvre des politiques nationales de conservation de la flore et de la faune sauvages et des habitats naturels, en accordant une attention particulière aux espèces menacées d'extinction et vulnérables, surtout aux espèces endémiques, et aux habitats menacés, conformément aux dispositions de la présente Convention.
2. Chaque Partie contractante s'engage, dans sa politique d'aménagement et de développement et dans ses mesures de lutte contre la pollution, à prendre en considération la conservation de la flore et de la faune sauvages.
3. Chaque Partie contractante encourage l'éducation et la diffusion d'informations générales concernant la nécessité de conserver des espèces de la flore et de la faune sauvages ainsi que leurs habitats.

CHAPITRE II

Protection des habitats

Article 4

1. Chaque Partie contractante prend les mesures législatives et réglementaires appropriées et nécessaires pour protéger les habitats des espèces sauvages de la flore et de la faune, en particulier de celles énumérées dans les Annexes I et II et pour sauvegarder les habitats naturels menacés de disparition.
2. Les Parties contractantes tiennent compte, dans leurs politiques d'aménagement et de développement, des besoins de la conservation des zones protégées visées au paragraphe précédent, afin d'éviter ou de réduire le plus possible toute détérioration de telles zones.
3. Les Parties contractantes s'engagent à accorder une attention particulière à la protection des zones qui ont une importance pour les espèces migratrices énumérées dans les Annexes II et III et qui sont situées de manière adéquate par rapport aux voies de migration, comme aires d'hivernage, de rassemblement, d'alimentation, de reproduction ou de mue.
4. Les Parties contractantes s'engagent à coordonner autant que de besoin leurs efforts pour protéger les habitats naturels visés au présent article lorsqu'ils sont situés dans des régions qui s'étendent de part et d'autre de frontières.

CHAPITRE III

Conservation des espèces

Article 5

Chaque Partie contractante prend les mesures législatives et réglementaires appropriées et nécessaires pour assurer la conservation particulière des espèces de flore sauvage énumérées à l'Annexe I. Seront interdits la cueillette, le ramassage, la coupe, ou le déracinage intentionnels des plantes visées. Chaque Partie contractante interdit, autant que de besoin, la détention ou la commercialisation de ces espèces.

CHAPITRE IIProtection des habitatsArticle 4

1. Chaque Partie contractante prend les mesures législatives et réglementaires appropriées et nécessaires pour protéger les habitats des espèces sauvages de la flore et de la faune, en particulier de celles énumérées dans les Annexes I et II et pour sauvegarder les habitats naturels menacés de disparition.
2. Les Parties contractantes tiennent compte, dans leurs politiques d'aménagement et de développement, des besoins de la conservation des zones protégées visées au paragraphe précédent, afin d'éviter ou de réduire le plus possible toute détérioration de telles zones.
3. Les Parties contractantes s'engagent à accorder une attention particulière à la protection des zones qui ont une importance pour les espèces migratrices énumérées dans les Annexes II et III et qui sont situées de manière adéquate par rapport aux voies de migration, comme aires d'hivernage, de rassemblement, d'alimentation, de reproduction ou de mue.
4. Les Parties contractantes s'engagent à coordonner autant que de besoin leurs efforts pour protéger les habitats naturels visés au présent article lorsqu'ils sont situés dans des régions qui s'étendent de part et d'autre de frontières.

CHAPITRE IIIConservation des espècesArticle 5

Chaque Partie contractante prend les mesures législatives et réglementaires appropriées et nécessaires pour assurer la conservation particulière des espèces de flore sauvage énumérées à l'Annexe I. Seront interdits la cueillette, le ramassage, la coupe, ou le déracinage intentionnels des plantes visées. Chaque Partie contractante interdit, autant que de besoin, la détention ou la commercialisation de ces espèces.

Article 6

Chaque Partie contractante prend les mesures législatives et réglementaires appropriées et nécessaires pour assurer la conservation particulière des espèces de faune sauvage énumérées à l'Annexe II. Seront notamment interdits, pour ces espèces :

- a. toutes formes de capture intentionnelle, de détention et de mise à mort intentionnelle ;
- b. la détérioration ou la destruction intentionnelles des sites de reproduction ou des aires de repos ;
- c. la perturbation intentionnelle de la faune sauvage, notamment durant la période de reproduction, de dépendance et d'hibernation, pour autant que la perturbation ait un effet significatif eu égard aux objectifs de la présente Convention ;
- d. la destruction ou le ramassage intentionnels des oeufs dans la nature ou leur détention, même vides ;
- e. la détention et le commerce interne de ces animaux, vivants ou morts, y compris des animaux naturalisés et de toute partie ou de tout produit, facilement identifiables, obtenus à partir de l'animal, lorsque cette mesure contribue à l'efficacité des dispositions du présent article.

Article 7

1. Chaque Partie contractante prend les mesures législatives et réglementaires appropriées et nécessaires pour protéger les espèces de faune sauvage énumérées à l'annexe Annexe III.
2. Toute exploitation de la faune sauvage énumérée à l'Annexe III est réglementée de manière à maintenir l'existence de ces populations hors de danger, compte tenu des dispositions de l'Article 2.

3. Ces mesures comprennent notamment :
- a. l'institution de périodes de fermeture et/ou d'autres mesures réglementaires d'exploitation ;
 - b. l'interdiction temporaire ou locale de l'exploitation, s'il y a lieu, afin de permettre aux populations existantes de retrouver un niveau satisfaisant ;
 - c. la réglementation s'il y a lieu de la vente, de la détention, du transport ou de l'offre aux fins de vente des animaux sauvages, vivants ou morts.

Article 8

S'agissant de la capture ou de la mise à mort des espèces de faune sauvage énumérées à l'Annexe III, et dans les cas où des dérogations conformes à l'Article 9 sont faites en ce qui concerne les espèces énumérées à l'Annexe II, les Parties contractantes interdisent l'utilisation de tous les moyens non sélectifs de capture et de mise à mort et des moyens susceptibles d'entraîner localement la disparition, ou de troubler gravement la tranquillité des populations d'une espèce, en particulier des moyens énumérés à l'Annexe IV.

Article 9

1. A condition qu'il n'existe pas une autre solution satisfaisante et que la dérogation ne nuise pas à la survie de la population concernée, chaque Partie contractante peut déroger aux dispositions des Articles 4, 5, 6, 7 et à l'interdiction de l'utilisation des moyens visés à l'Article 8 :

- dans l'intérêt de la protection de la flore et de la faune;
- pour prévenir des dommages importants aux cultures, au bétail, aux forêts, aux pêcheries, aux eaux et aux autres formes de propriété ;
- dans l'intérêt de la santé et de la sécurité publiques, de la sécurité aérienne, ou d'autres intérêts publics prioritaires;

- à des fins de recherche et d'éducation, de repeuplement, de réintroduction ainsi que pour l'élevage ;
 - pour permettre, dans des conditions strictement contrôlées, sur une base sélective et dans une certaine mesure la prise, la détention pour toute autre exploitation judicieuse de certains animaux et plantes sauvages en petites quantités.
2. Les Parties contractantes soumettent au Comité permanent un rapport biennal sur les dérogations faites en vertu du paragraphe précédent. Ces rapports devront mentionner :
- les populations qui font l'objet ou ont fait l'objet des dérogations, et, si possible le nombre des spécimens impliqués ;
 - les moyens de mise à mort ou de capture autorisés ;
 - les conditions de risque, les circonstances de temps et de lieu dans lesquelles ces dérogations sont intervenues ;
 - l'autorité habilitée à déclarer que ces conditions ont été réalisées, et habilitée à prendre les décisions relatives aux moyens qui peuvent être mis en oeuvre, à leurs limites, et aux personnes chargées de l'exécution ;
 - les contrôles opérés.

CHAPITRE IV

Dispositions particulières concernant les espèces migratrices

Article 10

1. En plus des mesures indiquées aux Articles 4, 6, 7 et 8, les Parties contractantes s'engagent à coordonner leurs efforts pour la conservation des espèces migratrices énumérées aux Annexes II et III et dont l'aire de répartition s'étend sur leurs territoires.

2. Les Parties contractantes prennent des mesures en vue de s'assurer que les périodes de fermeture et/ou d'autres mesures réglementaires d'exploitation instituées en vertu du paragraphe 3a. de l'Article 7 correspondent bien aux besoins des espèces migratrices énumérées à l'Annexe III.

CHAPITRE V

Dispositions complémentaires

Article 11

1. Dans l'exécution des dispositions de la présente Convention les Parties contractantes s'engagent à
 - a. coopérer chaque fois qu'il sera utile de le faire, notamment lorsque cette coopération pourrait renforcer l'efficacité des mesures prises conformément aux autres articles de la présente Convention ;
 - b. encourager et coordonner les travaux de recherche en rapport avec les finalités de la présente Convention.
2. Chaque Partie contractante s'engage :
 - a. à encourager la réintroduction des espèces indigènes de la flore et de la faune sauvages lorsque cette mesure contribuerait à la conservation d'une espèce menacée d'extinction, à condition de procéder au préalable et au regard des expériences d'autres Parties contractantes, à une étude en vue de rechercher si une telle réintroduction serait efficace et acceptable ;
 - b. à contrôler strictement l'introduction des espèces non indigènes.
3. Chaque Partie contractante fait connaître au Comité permanent les espèces bénéficiant d'une protection totale sur son territoire et qui ne figurent pas aux Annexes I et II.

Article 12

Les Parties contractantes peuvent adopter pour la conservation de la flore et de la faune sauvages et de leurs habitats naturels des mesures plus rigoureuses que celles prévues dans la présente Convention.

CHAPITRE VIComité permanentArticle 13

1. Il est constitué, aux fins de la présente Convention, un Comité permanent.
2. Toute Partie contractante peut se faire représenter au sein du Comité permanent par un ou plusieurs délégués. Chaque délégation dispose d'une voix.
3. Tout Etat membre du Conseil de l'Europe qui n'est pas Partie contractante à la Convention peut se faire représenter au Comité par un observateur.

Le Comité permanent peut, à l'unanimité, inviter tout Etat non membre du Conseil de l'Europe qui n'est pas Partie contractante à la Convention à se faire représenter par un observateur à une de ses réunions.

Tout organisme ou toute institution techniquement qualifié dans le domaine de la protection, de la conservation ou de la gestion de la flore et de la faune sauvages et de leurs habitats, et appartenant à l'une des catégories suivantes :

- a. organismes ou institutions internationaux, soit gouvernementaux soit non gouvernementaux, ou organismes ou institutions nationaux gouvernementaux ;
- b. organismes ou institutions nationaux non gouvernementaux qui ont été agréés à cette fin par l'Etat dans lequel ils sont établis,

CM/Dél/Déc(79)303

Annexe XX

peuvent informer le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, trois mois au moins avant la réunion du Comité, de leur intention de se faire représenter à cette réunion par des observateurs. Ils sont admis si, un mois au moins avant la réunion, un tiers des Parties contractantes ont informé le Secrétaire Général qu'elles s'y opposent.

4. Le Comité permanent est convoqué par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe. Il tient sa première réunion dans le délai d'un an à compter de la date d'entrée en vigueur de la Convention. Il se réunit par la suite au moins tous les deux ans et, en outre, lorsque la majorité des Parties contractantes en formule la demande.

5. La majorité des Parties contractantes constitue le quorum nécessaire pour tenir une réunion du Comité permanent.

6. Sous réserve des dispositions de la présente Convention, le Comité permanent établit son règlement intérieur.

Article 14

1. Le Comité permanent est chargé de suivre l'application de la présente Convention. Il peut en particulier :

- revoir de manière permanente les dispositions de la présente Convention, y compris ses Annexes, et examiner les modifications qui pourraient être nécessaires ;
- faire des recommandations aux Parties contractantes sur les mesures à prendre pour la mise en œuvre de la présente Convention ;
- recommander les mesures appropriées pour assurer l'information du public sur les travaux entrepris dans le cadre de la présente Convention ;
- faire des recommandations au Comité des Ministres relatives à l'invitation d'Etats non membres du Conseil de l'Europe à adhérer à la présente Convention ;
- faire toute proposition tendant à améliorer l'efficacité de la présente Convention, et portant notamment sur la conclusion, avec des Etats qui ne sont pas Parties contractantes à la Convention, d'accords propres à rendre plus efficace la conservation d'espèces ou de groupes d'espèces.

2. Pour l'accomplissement de sa mission, le Comité permanent peut, de sa propre initiative, prévoir des réunions de groupes d'experts.

Article 15

Après chacune de ses réunions, le Comité permanent transmet au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe un rapport sur ses travaux et sur le fonctionnement de la Convention.

CHAPITRE VII

Amendements

Article 16

1. Tout amendement aux articles de la présente Convention, proposé par une Partie contractante ou par le Comité des Ministres est communiqué au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe et transmis par ses soins deux mois au moins avant la réunion du Comité permanent aux Etats membres du Conseil de l'Europe, à tout Etat signataire, à toute Partie contractante, à tout Etat invité à signer la présente Convention conformément aux dispositions de l'article 19 et à tout Etat invité à y adhérer, conformément aux dispositions de l'article 20.

2. Tout amendement proposé conformément aux dispositions du paragraphe précédent est examiné par le Comité permanent qui :

a. pour des amendements aux articles 1 à 12, soumet le texte adopté à la majorité des 3/4 des voix exprimées à l'acceptation des Parties contractantes ;

pour des amendements aux articles 13 à 24, soumet le texte adopté à la majorité des 3/4 des voix exprimées à l'approbation du Comité des Ministres. Ce texte est communiqué après son approbation aux Parties contractantes en vue de son acceptation.

b. Tout amendement entre en vigueur le trentième jour après que les Parties contractantes ont informé le Secrétaire Général qu'elles l'ont accepté.

c. Les dispositions des paragraphes 1, 2a. et 3 du présent article sont applicables à l'adoption de nouvelles Annexes à la présente Convention

Article 17

1. Tout amendement aux Annexes à la présente Convention, proposé par une Partie contractante ou par le Comité des Ministres est communiqué au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe et transmis par ses soins deux mois au moins avant la réunion du Comité permanent, aux Etats membres du Conseil de l'Europe, à tout Etat signataire, à toute Partie contractante, à tout Etat invité à signer la présente Convention conformément aux dispositions de l'article 19 et à tout Etat invité à y adhérer, conformément aux dispositions de l'article 20.
2. Tout amendement proposé conformément aux dispositions du paragraphe précédent est examiné par le Comité permanent qui peut l'adopter à la majorité des deux tiers des Parties contractantes. Le texte adopté est communiqué aux Parties contractantes.
3. A l'expiration d'une période de trois mois après son adoption par le Comité permanent, et sauf si un tiers des Parties contractantes ont notifié des objections, tout amendement entre en vigueur à l'égard des Parties contractantes qui n'ont pas notifié d'objections.

CHAPITRE VIIIRèglement des différendsArticle 18

1. Le Comité permanent facilite autant que de besoin le règlement amiable de toute difficulté à laquelle l'exécution de la Convention donnerait lieu.
2. Tout différend entre Parties contractantes concernant l'interprétation ou l'application de la présente Convention qui n'a pas été réglé sur la base des dispositions du paragraphe précédent ou par voie de négociation entre les parties au différend et sauf si ces parties en conviennent autrement est, à la requête de l'une d'entre elles, soumis à l'arbitrage. Chacune des parties désigne un arbitre et les deux arbitres désignent un troisième arbitre. Si, dans un délai de trois mois à compter de la requête d'arbitrage, l'une des parties n'a pas désigné son arbitre, le Président de la Cour européenne des Droits de l'Homme procède, à la demande de l'autre partie, à sa désignation dans un nouveau délai de trois mois. La même procédure s'applique au cas où les deux arbitres ne peuvent pas se mettre d'accord sur le choix du troisième arbitre dans un délai de trois mois à compter de la désignation des deux premiers arbitres.

3. Le tribunal arbitral établit ses propres règles de procédure. Les décisions sont prises à la majorité. Sa sentence est définitive et obligatoire.

4. Chaque partie au différend supporte les frais de l'arbitre qu'elle a désigné et les parties supportent, à parts égales, les frais du troisième arbitre, ainsi que les autres dépenses entraînées par l'arbitrage.

CHAPITRE IX

Dispositions finales

Article 19

1. La présente Convention est ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe et des Etats non membres qui ont participé à son élaboration.

Jusqu'à la date de son entrée en vigueur, elle est aussi ouverte à la signature de tout autre Etat invité à la signer par le Comité des Ministres.

La Convention sera soumise à ratification, acceptation ou approbation. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. La Convention entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date à laquelle cinq Etats, dont au moins quatre Etats membres du Conseil de l'Europe, auront exprimé leur consentement à être liés par la Convention conformément aux dispositions du paragraphe précédent.

3. Elle entrera en vigueur à l'égard de tout Etat signataire qui exprimera ultérieurement son consentement à être lié par elle, le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

Article 20

1. Après l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pourra, après consultation des Parties contractantes, inviter à adhérer à la Convention tout Etat non membre du Conseil qui, invité à la signer conformément aux dispositions de l'article 19, ne l'aura pas encore fait, et tout autre Etat non membre.
2. Pour tout Etat adhérent, la Convention entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date du dépôt de l'instrument d'adhésion près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Article 21

1. Tout Etat peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera la présente Convention.
2. Toute Partie contractante peut, au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou à tout autre moment par la suite, étendre l'application de la présente Convention, par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, à tout autre territoire désigné dans la déclaration et dont elle assure les relations internationales ou pour lequel elle est habilitée à stipuler.
3. Toute déclaration faite en vertu du paragraphe précédent pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, par notification adressée au Secrétaire Général. Le retrait prendra effet le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de six mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 22

1. Tout Etat peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, formuler une ou plusieurs réserves à l'égard de certaines espèces énumérées dans les Annexes I à III et/ou, pour certaines de ces espèces qui seront indiquées dans la ou les réserves, à l'égard de certains moyens ou méthodes de chasse et d'autres formes d'exploitation mentionnés à l'Annexe IV. Des réserves de caractère général ne sont pas admises.
2. Toute Partie contractante qui étend l'application de la présente Convention à un territoire désigné dans la déclaration prévue au paragraphe 2 de l'Article 21 peut, pour le territoire concerné, formuler une ou plusieurs réserves conformément aux dispositions du paragraphe précédent.
3. Aucune autre réserve n'est admise.
4. Toute Partie contractante qui a formulé une réserve en vertu des paragraphes 1 et 2 du présent article peut la retirer en tout ou en partie en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe. Le retrait prendra effet à la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 23

1. Toute Partie contractante peut, à tout moment, dénoncer la présente Convention en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.
2. La dénonciation prendra effet le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de six mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 24

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil de l'Europe, à tout Etat signataire et à toute Partie contractant

- a. toute signature ;
- b. le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation, ou d'adhésion ;

CM/D41/Déc(79)303

Annexe XX

- c. toute date d'entrée en vigueur de la présente Convention conformément à ses articles 19 et 20 ;
- d. toute information communiquée en vertu des dispositions du paragraphe 3 de l'article 13 ;
- e. tout rapport établi en application des dispositions de l'article 15 ;
- f. tout amendement ou toute nouvelle annexe adopté conformément aux articles 16 et 17 et la date à laquelle cet amendement ou cette nouvelle annexe entre en vigueur ;
- g. toute déclaration faite en vertu des dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 21 ;
- h. toute réserve formulée en vertu des dispositions des paragraphes 1 et 2 de l'article 22 ;
- i. le retrait de toute réserve effectué en vertu des dispositions du paragraphe 4 de l'article 22 ;
- j. toute notification faite en vertu des dispositions de l'article 23 et la date à laquelle la dénonciation prendra effet.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à, le
en français et en anglais, les deux textes faisant également foi,
en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil
de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera
copie certifiée conforme à chacun des Etats membres du Conseil de
l'Europe, à tout Etat signataire et à tout Etat invité à signer la
présente Convention ou à y adhérer.

COUNCIL OF EUROPE CONSEIL DE L'EUROPE

COMMITTEE OF MINISTERS

Strasbourg, 2 May 1979

Confidential
Gi/Del/Dec(79)303

Addendum to
Volume II

303RD MEETING OF THE MINISTERS' DEPUTIES

(held in Strasbourg from 19 to 26 April 1979)

DECISIONS ADOPTED

VOLUME II

ADDENDUM
(Appendix XX)

TEXT OF THE CONVENTION ON THE CONSERVATION OF
EUROPEAN WILDLIFE AND NATURAL HABITATS

APPENDIX XX
(item XXI)

CONVENTION ON
THE CONSERVATION OF EUROPEAN WILDLIFE AND NATURAL
HABITATS

Preamble

The member States of the Council of Europe and other States signatory hereto:

Considering that the aim of the Council of Europe is to achieve greater unity between its members;

Considering the wish of the Council of Europe to co-operate with other States in the field of nature conservation;

Recognising that wild flora and fauna constitute a natural heritage of aesthetic, scientific, cultural, recreational, economic and intrinsic value that needs to be preserved and handed on to future generations;

Recognising the essential role played by wild flora and fauna in maintaining biological balances;

Noting that numerous species of wild flora and fauna are being seriously depleted and some of them threatened with extinction;

Aware that the conservation of natural habitats is a vital component of the protection and conservation of wild flora and fauna;

Recognising that the conservation of wild flora and fauna should be taken into consideration by the governments in their national goals and programmes, and that international co-operation should be established to protect migratory species in particular;

Bearing in mind the widespread requests for common action made by governments or by international bodies, in particular the requests expressed by the United Nations Conference on Human Environment 1972 and the Parliamentary Assembly of the Council of Europe;

Desiring particularly to follow, in the field of wildlife conservation, the recommendations of Resolution No. 2 of the Second European Ministerial Conference on the Environment;

Have agreed as follows:

CHAPTER I

General Provisions

Article 1

1. The aims of this Convention are to conserve wild flora and fauna and their natural habitats, especially those species and habitats whose conservation requires the co-operation of several States, and to promote such co-operation.
2. Particular emphasis is given to endangered and vulnerable species, including endangered and vulnerable migratory species.

Article 2

The Contracting Parties shall take requisite measures to maintain the population of wild flora and fauna at, or adapt it to, a level which corresponds in particular to ecological, scientific and cultural requirements, while taking account of economic and recreational requirements and the needs of sub-species, varieties or forms at risk locally.

Article 3

1. Each Contracting Party shall take steps to promote national policies for the conservation of wild flora, wild fauna and natural habitats, with particular attention to endangered and vulnerable species, especially endemic ones, and endangered habitats in accordance with the provisions of this Convention.
2. Each Contracting Party undertakes, in its planning and development policies and in its measures against pollution, to have regard to the conservation of wild flora and fauna.
3. Each Contracting Party shall promote education and disseminate general information on the need to conserve species of wild flora and fauna and their habitats.

CHAPTER II

Protection of habitats

Article 4

1. Each Contracting Party shall take appropriate and necessary legislative and administrative measures to ensure the conservation of the habitats of the wild flora and fauna species, especially those specified in the Appendices I and II and the conservation of endangered natural habitats.
2. The Contracting Parties in their planning and development policies shall have regard to the conservation requirements of the areas protected under the preceding paragraph, so as to avoid or minimise as far as possible any deterioration of such areas.
3. The Contracting Parties undertake to give special attention to the protection of areas that are of importance for the migratory species specified in Appendices II and III and which are appropriately situated in relation to migration routes, as wintering, staging, feeding, breeding or moulting areas.
4. The Contracting Parties undertake to coordinate as appropriate their efforts for the protection of the natural habitats referred to in this article when these are situated in frontier areas.

CHAPTER III

Protection of species

Article 5

Each Contracting Party shall take appropriate and necessary legislative and administrative measures to ensure the special protection of the wild flora species specified in Appendix I. Deliberate picking, collecting, cutting or uprooting of such plants shall be prohibited. Each Contracting Party shall as appropriate, prohibit the possession or sale of these species.

Article 6

Each Contracting Party shall take appropriate and necessary legislative and administrative measures to ensure the special protection of the wild fauna species specified in Appendix II. The following will in particular be prohibited for these species:

CONFIDENTIAL

GM/Del/Dec(79)303
Appendix XX

- 4 -

- a) all forms of deliberate capture and keeping and deliberate killing;
- b) the deliberate damage to or destruction of breeding or resting sites;
- c) the deliberate disturbance of wild fauna particularly during the period of breeding, rearing and hibernation, insofar as disturbance would be significant in relation to the objectives of this Convention;
- d) the deliberate destruction or taking of eggs from the wild or keeping these eggs even if empty;
- e) the possession of and internal trade in these animals, alive or dead, including stuffed animals and any readily recognisable part or derivative thereof, where this would contribute to the effectiveness of the provisions of this article.

Article 7

1. Each Contracting Party shall take appropriate and necessary legislative and administrative measures to ensure the protection of the wild fauna species specified in Appendix III.
2. Any exploitation of wild fauna specified in Appendix III shall be regulated in order to keep the populations out of danger, taking into account the requirements of Article 2.
3. Measures to be taken shall include:
 - a) closed seasons and/or other procedures regulating the exploitation;
 - b) the temporary or local prohibition of exploitation, as appropriate, in order to restore satisfactory population levels;
 - c) the regulation as appropriate of sale, keeping for sale, transport for sale or offering for sale of live and dead wild animals.

Article 8

In respect of the capture or killing of wild fauna species specified in Appendix III and in cases where, in accordance with Article 9, exceptions are applied to species specified in Appendix II, Contracting Parties shall prohibit the use of all indiscriminate means of capture and killing and the use of all means capable of causing local disappearance of, or serious disturbance to, populations of a species, and in particular, the means specified in Appendix IV.

Article 9

1. Each Contracting Party may make exceptions from the provisions of Articles 4, 5, 6, 7 and from the prohibition of the use of the means mentioned in Article 8 provided that there is no other satisfactory solution and that the exception will not be detrimental to the survival of the population concerned:
 - for the protection of flora and fauna;
 - to prevent serious damage to crops, livestock, forests, fisheries, water and other forms of property;
 - in the interests of public health and safety, air safety or other overriding public interests;
 - for the purposes of research and education, of re-population, of re-introduction and for the necessary breeding;
 - to permit, under strictly supervised conditions, on a selective basis and to a limited extent, the taking, keeping or other judicious exploitation of certain wild animals and plants in small numbers.

2. The Contracting Parties shall report every 2 years to the Standing Committee on the exceptions made under the preceding paragraph. These reports must specify:
 - the populations which are or have been subject to the exceptions and, when practical, the number of specimens involved;
 - the means authorised for the killing or capture;
 - the conditions of risk and the circumstances of time and place under which such exceptions were granted;
 - the authority empowered to declare that these conditions have been fulfilled, and to take decisions in respect of the means that may be used, their limits and the persons instructed to carry them out;
 - the controls involved.

CHAPTER IV

Special provisions for migratory species

Article 10

1. The Contracting Parties undertake, in addition to the measures specified in Articles 4, 6, 7 and 8 to co-ordinate their efforts for the protection of the migratory species specified in Appendices II and III whose range extends into their territories.
2. The Contracting Parties shall take measures to seek to ensure that the closed seasons and/or other procedures regulating the exploitation established under paragraph 3a) of Article 7 are adequate and appropriately disposed to meet the requirements of the migratory species specified in Appendix III.

CHAPTER V

Supplementary provisions

Article 11

1. In carrying out the provisions of this Convention, the Contracting Parties undertake:
 - a) to co-operate whenever appropriate and in particular where this would enhance the effectiveness of measures taken under other articles of this Convention;
 - b) to encourage and co-ordinate research related to the purposes of this Convention.
2. Each Contracting Party undertakes:
 - a) to encourage the reintroduction of native species of wild flora and fauna when this would contribute to the conservation of an endangered species, provided that a study is first made in the light of the experiences of other Contracting Parties to establish that such reintroduction would be effective and acceptable;
 - b) to strictly control the introduction of non-native species.

3. Each Contracting Party shall inform the Standing Committee of the species receiving complete protection on its territory and not included in Appendices I and II.

Article 12

The Contracting Parties may adopt stricter measures for the conservation of wild flora and fauna and their natural habitats than those provided under this Convention.

CHAPTER VI

Standing Committee

Article 13

1. For the purposes of this Convention, a Standing Committee shall be set up.
2. Any Contracting Party may be represented on the Standing Committee by one or more delegates. Each delegation shall have one vote.
3. Any member State of the Council of Europe which is not a Contracting Party to the Convention may be represented on the Committee by an observer.

The Standing Committee may, by unanimous decision, invite any non-member State of the Council of Europe which is not a Contracting Party to the Convention to be represented by an observer at one of its meetings.

Any body or agency technically qualified in the protection, conservation or management of wild fauna and flora and their habitats, and belonging to one of the following categories:

- a) international agencies or bodies, either governmental or non-governmental and national governmental agencies or bodies;
- b) national non-governmental agencies or bodies which have been approved for this purpose by the State in which they are located,

may inform the Secretary General of the Council of Europe, at least three months before the meeting of the Committee, of its wish to be represented at that meeting by observers. They shall be admitted unless, at least one month before the meeting, one-third of the Contracting Parties have informed the Secretary General of their objection.

4. The Standing Committee shall be convened by the Secretary General of the Council of Europe. Its first meeting shall be held within one year of the date of the entry into force of the Convention. It shall subsequently meet at least every two years and whenever a majority of the Contracting Parties so request.
5. A majority of the Contracting Parties shall constitute a quorum for holding a meeting of the Standing Committee.
6. Subject to the provisions of this Convention, the Standing Committee shall draw up its own Rules of Procedure.

Article 14

1. The Standing Committee shall be responsible for following the application of this Convention. It may in particular:
 - keep under review the provisions of this Convention, including its Appendices, and examine any modifications necessary;
 - make recommendations to the Contracting Parties concerning measures to be taken for the purposes of this Convention;
 - recommend the appropriate measures to keep the public informed about the activities undertaken within the framework of this Convention;
 - make recommendations to the Committee of Ministers concerning non-member States of the Council of Europe to be invited to accede to this Convention;
 - make any proposal for improving the effectiveness of this Convention, including proposals for the conclusion, with the States which are not Contracting Parties to the Convention, of agreements that would enhance the effective conservation of species or groups of species.
2. In order to discharge its functions, the Standing Committee may, on its own initiative, arrange for meetings of groups of experts.

Article 15

After each meeting, the Standing Committee shall forward to the Committee of Ministers of the Council of Europe, a report on its work and on the functioning of the Convention.

CHAPTER VII

Amendments

Article 16

1. Any amendment to the articles of this Convention proposed by a Contracting Party or the Committee of Ministers shall be communicated to the Secretary General of the Council of Europe and forwarded by him at least two months before the meeting of the Standing Committee, to the member States of the Council of Europe, to any signatory State, to any Contracting Party, to any State invited to sign this Convention in accordance with the provisions of Article 19 and to any State invited to accede to it in accordance with the provisions of Article 20.
2. Any amendment proposed in accordance with the provisions of the preceding paragraph shall be examined by the Standing Committee which:
 - a) for amendments to Articles 1 to 12, submit the text adopted by a 3/4 majority of the votes cast to the Contracting Parties for acceptance;
 - b) for amendments to Articles 13 to 24, shall submit the text adopted by a 3/4 majority of the votes cast, to the Committee of Ministers for approval. After its approval, this text shall be forwarded to the Contracting Parties for acceptance.
3. Any amendment shall enter into force on the thirtieth day after all the Contracting Parties have informed the Secretary General that they have accepted it.
4. The provisions of paragraphs 1, 2a) and 3 of this Article shall apply to the adoption of new appendices to this Convention.

Article 17

1. Any amendment to the Appendices of this Convention proposed by a Contracting Party or the Committee of Ministers, shall be communicated to the Secretary General of the Council of Europe and forwarded by him at least two months before the meeting of the Standing Committee to the member States of the Council of Europe, to any signatory State, to any Contracting Party, to any State invited to sign this Convention in accordance with the provisions of Article 19 and to any State invited to accede to it in accordance with the provisions of Article 20.

2. Any amendment proposed in accordance with the provisions of the preceding paragraph shall be examined by the Standing Committee, which may adopt it by a two-thirds majority of the Contracting Parties. The text adopted shall be forwarded to the Contracting Parties.
3. Three months after its adoption by the Standing Committee and unless one-third of the Contracting Parties have notified objections, any amendment shall enter into force for those Contracting Parties which have not notified objections.

CHAPTER VIII

Settlement of disputes

Article 18

1. The Standing Committee shall use its best endeavours to facilitate a friendly settlement of any difficulty to which the execution of this Convention may give rise.
2. Any dispute between Contracting Parties concerning the interpretation or application of this Convention which has not been settled on the basis of the provisions of the preceding paragraph or by negotiation between the parties concerned shall, unless the said parties agree otherwise, be submitted, at the request of one of them, to arbitration. Each party shall designate an arbitrator and the two arbitrators shall designate a third arbitrator. If one of the parties has not designated its arbitrator within the three months following the request for arbitration, he shall be designated at the request of the other party by the President of the European Court of Human Rights within a further three months' period. The same procedure shall be observed if the arbitrators cannot agree on the choice of the third arbitrator within the three months following the designation of the two first arbitrators.
3. The arbitration tribunal shall draw up its own Rules of Procedure. Its decisions shall be taken by majority vote. Its award shall be final and binding.
4. Each party to the dispute shall bear the expenses of the arbitrator designated by it and the parties shall share equally the expenses of the third arbitrator, as well as other costs entailed by the arbitration.

CHAPTER IX

Final Provisions

Article 19

1. This Convention shall be open for signature by the member States of the Council of Europe and non-member States which have participated in its elaboration.

Up until the date when the Convention enters into force, it is also open to signature by any other State so invited by the Committee of Ministers.

The Convention is subject to ratification, acceptance or approval. Instruments of ratification, acceptance or approval shall be deposited with the Secretary General of the Council of Europe.

2. The Convention shall enter into force on the first day of the month following the expiry of a period of three months after the date on which five States, including at least four member States of the Council of Europe, have expressed their consent to be bound by the Convention in accordance with the provisions of the preceding paragraph.

3. In respect of any signatory State which subsequently expresses its consent to be bound by it, the Convention shall enter into force on the first day of the month following the expiry of a period of three months after the date of the deposit of the instrument of ratification, acceptance or approval.

Article 20

1. After the entry into force of this Convention, the Committee of Ministers of the Council of Europe, after consulting the Contracting Parties, may invite to accede to the Convention any non-member State of the Council which, invited to sign in accordance with the provisions of Article 19, has not yet done so, and any other non-member State.

2. In respect of any acceding State, the Convention shall enter into force on the first day of the month following the expiry of a period of three months after the date of the deposit of the instrument of accession with the Secretary General of the Council of Europe.

Article 21

1. Any State may, at the time of signature or when depositing its instrument of ratification, acceptance, approval or accession, specify the territory or territories to which this Convention shall apply.
2. Any Contracting Party may, when depositing its instrument of ratification, acceptance, approval or accession or at any later date, by declaration addressed to the Secretary General of the Council of Europe, extend the application of this Convention to any other territory specified in the declaration and for whose international relations it is responsible or on whose behalf it is authorised to give undertakings.
3. Any declaration made under the preceding paragraph may, in respect of any territory mentioned in such declaration, be withdrawn by notification addressed to the Secretary General. Such withdrawal shall become effective on the first day of the month following the expiry of a period of six months after the date of receipt of the notification by the Secretary General.

Article 22

1. Any State may, at the time of signature or when depositing its instrument of ratification, acceptance, approval or accession, make one or more reservations regarding certain species specified in Appendices I to III and/or, for certain species mentioned in the reservation or reservations, regarding certain means or methods of killing, capture and other exploitation listed in Appendix IV. No reservations of a general nature may be made.
2. Any Contracting Party which extends the application of this Convention to a territory mentioned in the declaration referred to in paragraph 2 of Article 21 may, in respect of the territory concerned, make one or more reservations in accordance with the provisions of the preceding paragraph.
3. No other reservation may be made.
4. Any Contracting Party which has made a reservation under paragraphs 1 and 2 of this Article may wholly or partly withdraw it by means of a notification addressed to the Secretary General of the Council of Europe. Such withdrawal shall take effect as from the date of receipt of the notification by the Secretary General.

CONFIDENTIAL

- 13 -

CM/Del/Dec(79)303
Appendix XX

Article 23.

1. Any Contracting Party may, at any time, denounce this Convention by means of a notification addressed to the Secretary General of the Council of Europe.

2. Such denunciation shall become effective on the first day of the month following the expiry of a period of six months after the date of receipt of the notification by the Secretary General.

Article 24

The Secretary General of the Council of Europe shall notify the member States of the Council of Europe, any signatory State and any Contracting Party of:

- a) any signature;
- b) the deposit of any instrument of ratification, acceptance, approval or accession;
- c) any date of entry into force of this Convention in accordance with Articles 19 and 20;
- d) any information forwarded under the provisions of paragraph 3 of Article 13;
- e) any report established in pursuance of the provisions of Article 15;
- f) any amendment or any new appendix adopted in accordance with Articles 16 and 17 and the date on which the amendment or new appendix comes into force;
- g) any declaration made under the provisions of paragraphs 2 and 3 of Article 21;
- h) any reservation made under the provisions of paragraphs 1 and 2 of Article 22;
- i) the withdrawal of any reservation carried out under the provisions of paragraph 4 of Article 22;
- j) any notification made under the provisions of Article 23 and the date on which the denunciation takes effect.

CM/Del/Dec(79)303
Appendix XX

In witness whereof the undersigned, being duly authorised thereto, have signed this Convention.

Done at, this, in English and French, both texts being equally authentic, in a single copy which shall be deposited in the archives of the Council of Europe. The Secretary General of the Council of Europe shall transmit certified copies to each member State of the Council of Europe, to any signatory State and to any State invited to sign this Convention or to accede thereto.

A P P E N D I X I / A N N E X E I

Strictly protected flora species
Espèces de flore strictement protégées

PTERIDOPHYTA

ASPIDIACEAE

Diplazium caudatum (Cav.) Jermy

PTERIDACEAE

Pteris serrulata Forssk.

GYMNOSPERMAE

PINACEAE

Abies nebrodensis (Lojac.) Mattei

ANGIOSPERMAE

ALISMATACEAE

Alisma wahlenbergii (O.R.Holmberg) Juzepczuk

BERBERIDACEAE

Gymnospermium altaicum (Pallas) Spach

BORAGINACEAE

Anchusa crispa Viv.

Myosotis rehsteineri Wartm.

Omphalodes littoralis Lehm.

Onosma caespitosum Kotschy

Onosma troodi Kotschy

Solenanthus albanicus (Degen et al.) Degen
& Baldacci

Symphytum cycladense Pawl.

CAMPANULACEAE

Campanula sabatia De Not.

CARYOPHYLLACEAE

Arenaria lithops Heywood ex McNeill

Gypsophila papillosa P.Porta

Loeflingia tavaresiana G.Samp.

Silene orphanidis Boiss.

Silene rothmaleri Pinto de Silva

Silene velutina Pourret ex Loisel.

CHENOPODIACEAE

Kochia saxicola Guss.

Salicornia veneta Pignatti & Lausi

CISTACEAE

Tuberaria major (Willk.) Pinto da Silva

COMPOSITAE

Anacyclus alboranensis Esteve Chueca & Varo

Anthemis glaberrima (Rech.f.) Greuter

Artemisia granatensis Boiss.

Artemisia laciniata Willd.

Aster pyrenaicus Desf. ex DC.

Aster sibiricus L.

Centaurea blearica J.D.Rodriguez

Centaurea heldreichii Halácsy

Centaurea horrida Badaro

CM/Del/Dec(79)303
 Appendix XX
 Appendix I/Annexe I

- 16/18 -

Centaurea kalambakensis Freyn & Sint.
Centaurea lactiflora Halácsy
Centaurea linaresii Lazaro
Centaurea megarensis Halácsy & Hayek
Centaurea niederi Heldr.
Centaurea peucedanifolia Boiss. & Orph.
Centaurea princeps Boiss. & Heldr.
Crepis crocifolia Boiss. & Heldr.
Lamyropsis microcephala (Moris) Dittrich & Greuter
Leontodon siculus (Guss.) Finch & Sell
Logfia neglecta (Soy.-Will.) Holub

Senecio alboranicus Maire

CONVOLVULACEAE

Convolvulus argyrothamos Greuter

CRUCIFERAE

Alyssum akamasicum B.L.Burt
Alyssum fastigiatum Heywood
Arabis kennedyae Meikle
Biscutella neustriaca Bonnet
Brassica hilarionis Post
Brassica macrocarpa Guss.
Braya purpurascens (R.Br.) Bunge
Coronopus navasii Pau
Diploaxis siettiana Maire
Enarthrocarpus pterocarpus DC.
Hutera rupestris P.Porta
Iberis arbuscula Runemark
Ionopsidium acaule (Desf.) Reichenb.
Ptilotrichum pyrenaicum (Lapeyr.) Boiss.
Rhynchosinapis johnstonii (G.Samp.) Heywood
Sisymbrium matritense P.W.Ball & Heywood

EUPHORBIACEAE

Euphorbia ruscinoensis Boiss.

GRAMINEAE

Stipa bavarica Martinovsky & H.Scholz

GROSSULARIACEAE

Ribes sardoum Martelli

HYPERICACEAE

Hypericum aciferum (Greuter) N.K.B. Robson

IRIDACEAE

Crocus cyprius Boiss. & Kotschy
Crocus hartmannianus Holmboe

LABIATAE

Amaracus cordifolium Montr. & Auch.
Micromeria taygetea P.H.Davis
Nepeta sphaciotica P.H.Davis
Phlomis brevibracteata Turrill
Phlomis cypria Post
Salvia crassifolia Sibth. & Smith
Sideritis cypria Post
Thymus camphoratus Hoffmanns. & Link
Thymus carnosus Boiss.
Thymus cephalotos L.

LEGUMINOSAE

Astragalus algarbiensis Coss. ex Bunge
Astragalus aquilinus Anzalone
Astragalus maritimus Moris
Astragalus verrucosus Moris
Cytisus aeolicus Guss. ex Lindl.
Ononis maweana Ball
Oxytropis deflexa (Pallas) DC.

LENTIBULARIACEAE

Pinguicula crystallina Sibth. & Smith

LILIACEAE

Androcymbium rechingeri Greuter
Chionodoxa lochiai Meikle
Muscari gussonei (Parl.) Tod.
Scilla morrisii Meikle

ORCHIDACEAE

Ophrys kotschyi Fleischm. & Soó

PAPAVERACEAE

Rupicapnos africana (Lam.) Pomel

PLUMBAGINACEAE

Armeria rouyana Daveau
Limonium paradoxum Pugsley
Limonium recurvum C.E.Salmon

POLYGONACEAE

Rheum rhaponticum L.

PRIMULACEAE

Primula apennina Widmer
Primula egaliksensis Wormsk.

RANUNCULACEAE

Aquilegia cazorlensis Heywood
Aquilegia kitaibelii Schott
Consolida samia P.H.Davis
Delphinium caseyi B.L.Burt
Ranunculus kykkoënsis Meikle
Ranunculus weyleri Mares

RUBIACEAE

Galium litorale Guss.

SCROPHULARIACEAE

Antirrhinum charidemi Lange
Euphrasia marchesettii Wettst. ex Marches.
Linaria algarviana Chav.
Linaria ficalhoana Rouy

SELAGINACEAE

Globularia stygia Orph. ex Boiss.

SOLANACEAE

Atropa baetica Willk.

THYMELAEACEAE

Daphne rodriguezii Texidor

UMBELLIFERAE

Angelica heterocarpa Lloyd
Angelica palustris (Besser) Hoffman

CM/Del/Dec(79)303
Appendix XX
Appendix I/Annexe I

- 18/20 -

Bupleurum kakiskalae Greuter
Ferula cypria Post
Laserpitium longiradium Boiss.
Oenanthe coniocides Lange

VALERIANACEAE

Valeriana longiflora Willk.

VIOLACEAE

Viola hispida Lam.
Viola jaubertiana Mares & Vigineix

A P P E N D I X II / A N N E X F II

Strictly protected fauna species
Espèces de faune strictement protégées

Mammals/Mammifères

INSECTIVORA

Talpidae

Desmana pyrenaica
(Galemys pyrenaicus)

MICROCHIROPTERA

all species except
Pipistrellus pipistrellus
toutes les espèces à
l'exception de
Pipistrellus pipistrellus

RODENTIA

Sciuridae

Citellus citellus

Cricetidae

Cricetus cricetus

Hystriidae

Hystrix cristata

CARNIVORA

Canidae

Canis lupus
Alopex lagopus

Ursidae

all species/
toutes les espèces

Mustelidae

Lutreola (Mustela) lutreola
Lutra lutra
Gulo gulo

Felidae

Lynx pardina
Panthera pardus
Panthera tigris

Odobenidae

Odobenus rosmarus

Phocidae

Monachus monachus

ARTIODACTYLA

Bovidae

Capra aegagrus
Rupicapra rupicapra ornata
Ovibos moschatus

ODONTOCETI

Delphinidae

Delphinus delphis
Tursiops truncatus

Phocaenidae

Phocaena phocaena

MYSTACOCETI

Balaenopteridae

Sibbaldus (Balaenoptera) musculus
Megaptera novaengliae
(longimana, nodosa)

Balaenidae

Eubalaena glacialis
Balaena mysticetus

CM/Del/Dec(79)303

Appendix XX

Appendix II, Annexe II
Birds/OiseauxGAVIIFORMESGaviidaeall species/
toutes les espècesPODICIPEDIFORMESPodicipedidae

Podiceps griseigena

Podiceps auritus

Podiceps nigricollis

Podiceps ruficollis ;

PROCELLARIIFORMESHydrobatidaeall species/
toutes les espècesProcellariidae

Puffinus puffinus

Procellaria diomedea

PELECANIFORMESPhalacrocoracidae

Phalacrocorax pygmaeus

Pelecanidaeall species/
toutes les espècesCICONIIFORMESArdeidae

Ardea purpurea

Casmerodius albus

Egretta garzetta

Ardeola ralloides

Bubulcus (Ardeola) ibis

Nycticorax nycticorax

Ixobrychus minutus

Botaurus stellaris

Ciconiidaeall species/
toutes les espècesThreskiornithidaeall species/
toutes les espècesPhoenicopteridae

Phoenicopus ruber

ANSERIFORMESAnatidae

Cygnus cygnus

Cygnus bewickii

Anser erythropus

Branta leucopsis

Branta ruficollis

Tadorna tadorna

Tadorna ferruginea

Marmaronetta (Anas) angustirostris

Somateria spectabilis

Polysticta stelleri

Histrionicus histrionicus

Bucephala islandica

Mergus albellus

Oxyura leucocephala

FALCONIFORMESall species/
toutes les espècesGRUIFORMESTurnicidae

Turnix sylvatica

Gruidaeall species/
toutes les espèces

Rallidae

Porzana porzana
Porzana pusilla
Porzana parva
Crex crex
Porphyrio porphyrio
Fulica cristata

Otitidae

all species/
toutes les espèces

CHARADRIIFORMESCharadriidae

Hoplopterus spinosus
Charadrius histicula
Charadrius dubius
Charadrius alexandrinus
Charadrius leschenaulti
Eudromias morinellus
Arenaria interpres

Scolopacidae

Gallinago media
Numenius tenuirostris
Tringa stagnatilis
Tringa ochropus
Tringa glareola
Tringa hypoleucos
Tringa cinerea
Calidris minuta
Calidris temminckii
Calidris maritima
Calidris alpina
Calidris ferruginea
Calidris alba
Limicola falcinellus

Recurvirostridae

all species/
toutes les espèces

Phalaropodidae

all species/
toutes les espèces

Burhinidae

Burhinus oedicnemus

Glareolidae

all species/
toutes les espèces

Laridae

Pagophila eburnea
Larus audouinii
Larus melanocephalus
Larus genei
Larus minutus
Larus sabinus
Chlidonias niger
Chlidonias leucopterus
Chlidonias hybrida
Gelochelidon nilotica
Hydroprogne caspia
Sterna hirundo
Sterna paradisaea (macrura)
Sterna dougallii
Sterna albifrons
Sterna sandvicensis

COLUMBIFORMESPteroclididae

all species/
toutes les espèces

CUCULIFORMESCuculidae

Clamator glandarius

STRIGIFORMES

all species/
toutes les espèces

CM/Del/Dec(79)303

Appendix XX

Appendix II/Annexe II

Birds/OiseauxCAPRIMULGIFORMESCaprimulgidaeall species/
toutes les espècesAPODIFORMESApodidae

Apus pallidus

Apus melba

Apus caffer

CORACIIFORMESAlcedinidae

Alcedo atthis

Meropidae

Merops apiaster

Coraciidae

Coracias garrulus

Upopidae

Upopa epops

PICIFORMESall species/
toutes les espècesPASSERIFORMESAlaudidae

Calandrella brachydactyla

Calandrella rufescens

Melanocorypha calandra

Melanocorypha leucoptera

Melanocorypha yeltoniensis

Galerida theklae

Eremophila alpestris

Hirundinidaeall species/
toutes les espècesMotacillidaeall species/
toutes les espècesLanidaeall species/
toutes les espècesBombycillidae

Bombycilla garrulus

Cinclididae

Cinclus cinclus

Troglodytidae

Troglodytes troglodytes

Prunellidaeall species/
toutes les espècesMuscicapidaeTurdinae

Saxicola rubetra

Saxicola torquata

Oenanthe oenanthe

Oenanthe pleschanka

Oenanthe hispanica

Oenanthe isabellina

Oenanthe leucura

Cercotrichas galactotes

Monticola saxatilis

Monticola solitarius

Phoenicurus ochruros

Phoenicurus phoenicurus

Erithacus rubecula

Luscinia megarhynchos

Birds/OiseauxMuscicapidaeTurdinae (contd/suite)

Luscinia luscinia

Luscinia (Cyanosylvia) svecica

Tarsiger cyanurus

Sylviinaeall species/
toutes les espècesRegulinaeall species/
toutes les espècesMuscicapinaeall species/
toutes les espècesTimaliinae

Panurus biarmicus

Paridaeall species/
toutes les espècesSittidaeall species/
toutes les espècesCerthiidaeall species/
toutes les espècesEmberizidae

Emberiza citrinella

Emberiza leucocephala

Emberiza cirrus

Emberiza cineracea

Emberiza caesia

Emberiza cia

Emberiza schoeniclus

Emberiza melanocephala

Emberiza aureola

Emberiza pusilla

Emberiza rustica

Plectrophenax nivalis

Calcarius lapponicus

Fringillidae

Carduelis chloris

Carduelis carduelis

Carduelis spinus

Carduelis flavirostris

Carduelis cannabina

Carduelis flammea

Carduelis hornemanni

Serinus citrinella

Serinus serinus

Loxia curvirostra

Loxia pityopsittacus

Loxia leucoptera

Pinicola enucleator

Carpodacus erythrinus

Rhodopechys githaginea

Coccothraustes coccothraustes

Ploceidae

Petronia petronia

Montrifringilla nivalis

Sturnidae

Sturnus unicolor

Sturnus roseus

Oriolidae

Oriolus oriolus

Corvidae

Perisoreus infaustus

Cyanopica cyanus

Nucifraga caryocatactis

Pyrrhocorax pyrrhocorax

Pyrrhocorax graculus

CM/Del/Dec(79)303

- 24/26 -

Appendix XX

Appendix II/Annexe II

Amphibians/Amphibiens

CAUDATA

Salamandridae

Salamandrina terdigitata

Salamandra (Mertensiella) luschani

Chioglossa lusitanica

Triturus cristatus

Proteidae

Proteus anguinus

ANURA

Discoglossidae

Bombina variegata

Bombina bombina

Alytes obstetricans

Alytes cisternasii

Pelobatidae

Pelobates cultripes

Pelobates fuscus

Buфонidae

Bufo calamita

Bufo viridis

Hylidae

Hyla arborea

Ranidae

Rana arvalis

Rana dalmatina

Rana latastei

TESTUDINES

Testudinidae

Testudo hermanni
Testudo graeca
Testudo marginata

Emydidae

Emys orbicularis
Mauremys caspica

Dermochelyidae

Dermochelys coriacea

Cheloniidae

Caretta caretta
Lepidochelys kempii
Chelonia mydas
Eretmochelys imbricata

SAURIA

Gekkonidae

Cyrtodactylus kotschyi

Chamaeleontidae

Chamaeleo chamaeleon

Lacertidae

Algyroides marchi
Lacerta lepida
Lacerta parva
Lacerta simonyi
Lacerta princeps
Lacerta viridis
Podarcis muralis
Podarcis lilfordi
Podarcis sicula
Podarcis filfolensis

Scincidae

Ablepharus kitaibelii

OPHIDIA

Colubridae

Coluber hippocrepis
Elaphe situla
Elaphe quatuorlineata
Elaphe longissima
Coronella austriaca

Viperidae

Vipera ursinii
Vipera latasti
Vipera ammodytes
Vipera xanthina
Vipera lebetina
Vipera kaznakovi

A P P E N D I X III / A N N E X E IIIProtected fauna species
Espèces de faune protégéesMammals/MammifèresINSECTIVORAErinaceidae

Erinaceus europaeus

Soricidaeall species/
toutes les espècesMICROCHIROPTERAVespertilionidae

Pipistrellus pipistrellus

DUPLICIDENTATALeporidaeLepus timidus
Lepus capensis (europaeus)RODENTIASciuridaeSciurus vulgaris
Marmota marmotaCastoridae

Castor fiber

Gliridaeall species
toutes les espècesMicrotidae

Microtus ratticeps (oeconomus)

Microtus nivalis (lebrunii)

CETACEAall species not mentioned in
Appendix II
toutes les espèces non mentionnées
à l'Annexe IICARNIVORAMustelidaeMeles meles
Mustela erminea
Mustela nivalis
Putorius (Mustela) putorius
Martes martes
Martes foinaViverridaeall species
toutes les espècesFelidaeFelis catus (silvestris)
Lynx lynxPhocidaePhoca vitulina
Pusa (Phoca) hispida
Pagophilus groenlandicus
(Phoca groenlandica)
Erignathus barbatus
Halichoerus grypus
Cystophora cristata

Mammals/Mammifères

ARTIODACTYLA

Suidae

Sus scrofa meridionalis

Cervidae

all species

toutes les espèces

Bovidae

Ovis aries (musimon , ammon)

Capra ibex

Capra pyrenaica ;

Rupicapra rupicapra

Birds/Oiseaux

All species not included in Appendix II with the exception of :
Toutes les espèces non incluses dans l'Annexe II à l'exception de :

Larus marinus

Larus fuscus

Larus argentatus

Columba palumbus

Passer domesticus

Sturnus vulgaris

Garrulus glandarius

Pica pica

Corvus monedula

Corvus frugilegus

Corvus corone (corone et/and cornix)

Amphibians/Amphibiens

All species not included in Appendix II
Toutes les espèces non incluses dans l'Annexe II

Reptiles

All species not included in Appendix II
Toutes les espèces non incluses dans l'Annexe II

A P P E N D I X I V / A N N E X E I VProhibited means and methods of killing, capture
and other forms of exploitationMoyens et méthodes de chasse et d'autres
formes d'exploitation interditsMAMMALS/MAMMIFERES

Snares	Collets
Live animals used as decoys which are blind or mutilated	Animaux vivants utilisés comme appelants aveuglés ou mutilés
Tape recorders	Enregistreurs
Electrical devices capable of killing and stunning	Appareils électriques capables de tuer ou d'assomer
Artificial light sources	Sources lumineuses artificielles
Mirrors and other dazzling devices	Miroirs et autres objets aveuglants
Devices for illuminating targets	Dispositifs pour éclairer les cibles
Sighting devices for night shooting comprising an electronic image magnifier or image converter	Dispositifs de visée comportant un convertisseur d'image ou un amplificateur d'image électronique pour tir de nuit
Explosives (1)	Explosifs (1)
Nets (2)	Filets (2)
Traps (2)	Pièges-trappes (2)
Poison and poisoned or anaesthetic bait	Poison et appâts empoisonnés ou tranquillisants
Gassing and smoking out	Gazage et enfumage
Semi-automatic or automatic weapons with a magazine capable of holding more than two rounds of ammunition	Armes semi-automatiques ou automatiques dont le chargeur peut contenir plus de deux cartouches
Aircraft	Avions
Motor vehicles in motion	Véhicules automobiles en déplacement

(1) except for whale hunting/excepté pour la chasse aux baleines

(2) if applied for large scale or non-selective capture or killing

si appliqué pour la capture ou la mise à mort massive ou non-sélective

CM/Del/Dec(79)303
 Appendix XX
 Appendix IV/Annexe IV

BIRDS/OISEAUX

Snares (1)	Collets (1)
Limes	Gluaux
Hooks	Hameçons
Live birds used as decoys which are blind or mutilated	Oiseaux vivants utilisés comme appelants aveuglés ou mutilés
Tape recorders	Enregistreurs
Electrical devices capable of killing and stunning	Appareils électriques capables de tuer ou d'assommer
Artificial light sources	Sources lumineuses artificielles
Mirrors and other dazzling devices	Miroirs et autres objets aveuglants
Devices for illuminating targets	Dispositifs pour éclairer les cibles
Sighting devices for night shooting comprising an electronic image magnifier or image converter	Dispositifs de visée comportant un convertisseur d'image ou un amplificateur d'image électronique pour tir de nuit
Explosives	Explosifs
Nets	Filets
Traps	Pièges-trappes
Poison and poisoned or anaesthetic bait	Poison et appâts empoisonnés ou tranquillisar
Semi-automatic or automatic weapons with a magazine capable of holding more than two rounds of ammunition	Armes semi-automatiques ou automatiques dont le chargeur peut contenir plus de deux cartouches
Aircraft	Avions
Motor vehicles in motion	Véhicules automobiles in déplacement

(1) except Lagopus north of latitude 58° N
 excepté Lagopus nord de latitude 58° N

Article 12 § 2

Compléter par le texte suivant :

"Dans les domaines relevant de ses compétences, la Communauté économique européenne exerce son droit de vote avec un nombre de voix égal au nombre de ses Etats membres qui sont Parties Contractantes à la présente Convention ; la Communauté économique européenne n'exerce pas son droit de vote dans les cas où les Etats membres concernés exercent le leur et réciproquement."

Article 18 § 2, 3e phrase

"Si, sous réserve des dispositions du § 2 bis du présent article, dans un délai de trois mois (...)."

Article 18 § 2 bis nouveau

"En cas de différend entre deux Parties Contractantes dont l'une est un Etat membre de la Communauté économique européenne, elle-même Partie Contractante, l'autre Partie Contractante adresse la requête d'arbitrage à la fois à cet Etat membre et à la Communauté, qui lui notifient conjointement, dans un délai de deux mois après la réception de la requête, si l'Etat membre ou la Communauté, ou l'Etat membre et la Communauté conjointement, se constituent partie au différend. A défaut d'une telle notification dans ledit délai, l'Etat membre et la Communauté sont réputés n'être qu'une seule et même partie au différend pour l'application des dispositions régissant la constitution et la procédure du tribunal arbitral. Il en est de même lorsque l'Etat membre et la Communauté se constituent conjointement partie au différend."

Article 19 § 1

"La présente Convention est ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe et des Etats non membres qui ont participé à son élaboration, ainsi qu'à celle de la Communauté économique européenne."

Article 19 § 3

"Elle entrera en vigueur à l'égard de tout Etat signataire ou de la Communauté économique européenne, qui exprimeront ultérieurement leur consentement à être liés par elle, le premier jour : ..."

Article 24

"Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil de l'Europe, à tout Etat signataire, à la Communauté économique européenne signataire de la présente Convention, et à toute Partie Contractante :

...
...
..."

Dernier paragraphe, 2e phrase

"Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats membres du Conseil de l'Europe, à tout Etat et à la Communauté économique européenne signataires ainsi qu'à tout Etat invité à signer la présente Convention ou à y adhérer."

Article 12, paragraph 2

Add the following text:

"Within the areas of its competence, the European Economic Community shall exercise its right to vote with a number of votes equal to the number of its member States which are Contracting Parties to this Convention; the European Economic Community shall not exercise its right to vote in cases where the member States concerned exercise theirs, and conversely."

Article 17, paragraph 2, 3rd sentence:

"Subject to the provisions of paragraph 2 bis of this Article, if one of the Parties has not designated its arbitrator within the three months following the request for arbitration, he shall be designated (...)"

Article 17, new paragraph 2 bis:

"In the event of a dispute between two Contracting Parties one of which is a member State of the European Economic Community, the latter itself being a Contracting Party, the other Contracting Party shall address the request for arbitration both to the member State and to the Community; which jointly shall notify it, within two months of receipt of the request, whether the member State or the Community, or the member State and the Community jointly, shall be party to the dispute. In the absence of such notification within the said time limit, the member State and the Community shall be considered as being one and the same party to the dispute for the purposes of the application of the provisions governing the constitution and procedure of the arbitration tribunal. The same shall apply when the member State and the Community jointly present themselves as party to the dispute."

Article 19, paragraph 1

"This Convention shall be open for signature by the member States of the Council of Europe, by the non-member States which have participated in its elaboration and by the European Economic Community."

Article 19, paragraph 3

"In respect of any signatory State or the European Economic Community which subsequently express their consent to be bound by it, ..."

Article 24

"The Secretary General of the Council of Europe shall notify the member States of the Council of Europe, any Signatory State, the European Economic Community if a signatory of this Convention and any Contracting Party of: ..."

Last paragraph, 2nd sentence:

"The Secretary General of the Council of Europe shall transmit certified copies to each member State of the Council of Europe, to any Signatory State, to the European Economic Community if a signatory and to any State invited to sign this Convention or to accede thereto."